

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) Commun aux quatre lots

(CCAP N° 2025-CCAP-C-exterieur-travaux du 13 janvier 2025)

Acheteur

Etat – Ministères de l'aménagement du territoire et de la Transition Ecologique

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfet de la Gironde par décret du 11 janvier 2023

Objet du marché

RN 147 déviation Lussac-les-Châteaux / Mazerolles
Contrôle extérieur des travaux
Lot 1 : Mission de contrôle extérieur topographique
Lot 2 : Mission de contrôle extérieur ouvrage d'art
Lot 3 : Mission de contrôle extérieur terrassement, assainissement, chaussée,
Lot 4 : Mission de contrôle extérieur signalisation horizontale et équipements dynamiques

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1-1. Objet du marché et Normes.....	3
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	4
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	5
1-4. Documents mis à disposition du titulaire.....	6
1-5. Passation des commandes.....	6
1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	6
1-7. Dispositions générales.....	7
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	11
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	11
3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	11
3-3. Variation dans les prix.....	12
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	14
ARTICLE 4. DURÉE DU L'ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDES ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	14
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	14
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	14
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	15
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	16
5-1. Retenue de garantie.....	16
5-2. Avances.....	16
ARTICLE 6. SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	17
ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE.....	17
7-1. Période de préparation.....	17
7-2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	17
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	18
8-1. Admission.....	18
ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION.....	19
9-2. Résiliation.....	19
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	20
10-1. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	20
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	21

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Les prestations du présent accord-cadre à bons de commande sont destinées à couvrir les besoins de l'opération de déviation de la RN 147 sur Lussac-les-Châteaux et Mazerolles, en matière de contrôle extérieur des travaux. Les prestations à réaliser par le titulaire sont :

- **Lot 1 : mission de contrôle extérieur topographique**

L'identification des bornes de la polygonale principale

L'assistance en personnels spécialisés,

La réalisation de levés topographiques à la demande du Maître d'oeuvre,

Le contrôle des opérations topographiques des entreprises (vérification des fiches de suivi),

La vérification du dossier de récolement topographique.

- **Lot 2 : mission de contrôle extérieur en ouvrage d'art**

L'assistance à temps partiel de personnels spécialisés,

Le contrôle, en carrière, en centrale, en usine et sur site, des matériaux utilisés pour les ouvrages,

Le contrôle des ouvrages d'art,

Le contrôle des PAQ,

Le contrôle des interprétations des essais de l'entreprise travaux,

La réalisation et l'interprétation des essais de réception et des essais du contrôle extérieur au cours de la réalisation,

Le suivi de l'impact environnemental

- **Lot 3 : mission de contrôle extérieur en terrassement, assainissement, chaussées**

L'assistance à temps partiel de personnels spécialisés,

Le contrôle, en carrière et sur site, des matériaux utilisés pour les terrassements,

Le contrôle des terrassements,

Le contrôle sur site,

Le contrôle du réseau d'assainissement,

Le contrôle des PAQ,

Le contrôle des interprétations des essais de l'entreprise travaux,

La réalisation et l'interprétation des essais de réception et des essais du contrôle extérieur au cours de la réalisation,

Le suivi de l'impact environnemental.

- **Lot 4 : mission de contrôle extérieur de signalisation horizontale et équipements dynamiques**

L'assistance par des personnels spécialisés,

Le contrôle, en centrale, en atelier et sur site, des matériaux utilisés pour les dispositifs de retenue,

Le contrôle de l'ensemble des dispositifs de retenue,

Le contrôle de la fourniture et de la mise en oeuvre de peinture et résine,

Le contrôle des PAQ établis par l'Entreprise,

Le contrôle des interprétations des essais de l'Entreprise travaux,

La réalisation et l'interprétation des essais de réception et des essais du contrôle extérieur au cours de la réalisation des travaux.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les minima et maxima, par période, des accords-cadres à bons de commande sont fixés ainsi :

Lot	Minimum HT	Minimum TTC	Maximum HT	Maximum TTC
Lot 1			302 500,00 €	363 000,00€
Lot 2			549 043,00€	658 851,60€
Lot 3			742 760,00€	891 312,00€
Lot 4			130 550,00€	156 660,00€

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

- Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

2. Le maître d'oeuvre INGEROP pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG);

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir dès l'accusé de réception par le destinataire

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans l'EXE 2 valant ordre de service.

1.4. Documents mis à disposition du titulaire

Les documents ci-après seront mis à la disposition du titulaire pour chaque marché, sur les volets terrassements, assainissement, chaussées, ouvrages d'art, équipement et signalisation horizontales :

- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) des marchés de travaux ;
- les profils en travers types ;
- les notices générales et procédures d'exécution des plans d'assurance de la qualité (PAQ) des entreprises titulaires des marchés de travaux ;
- si besoin est, les bordereaux de prix des DCE de travaux ;
- si besoin est, les schémas organisationnels d'assurance de la qualité (SOPAQ) des entreprises titulaires des marchés de travaux.

1-5. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le maître d'œuvre et notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

Les bons de commande sont transmis et notifiés par envoi dématérialisé à partir de la plate-forme des achats PLACE par le maître d'ouvrage ; une copie est faite au maître d'œuvre. Le rapport de transmission automatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 18 h.

Chaque bon de commande précise :

- La désignation et la catégorie des prestations ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le délai d'exécution ;
- La référence du marché ;

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1-6.2 Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1-7. Dispositions générales

1-7.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur

les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-7.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1-7.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.6. Clauses sociales et environnementales

1-7.6.1. Clauses sociales

Durant l'exécution de ce marché, il est attendu du titulaire qu'il réalise une information collective par année de contrat ayant pour objectif de faire découvrir à un public rencontrant des

difficultés sociales et/ou d'insertion professionnelles les métiers intervenant pour la réalisation de ce marché ; le titulaire devra être en mesure de présenter l'entreprise, le volet RH ou autres sujétions administratives ainsi que le volet technique des métiers.

La localisation de cette action sera obligatoirement sur le territoire couvert par le Maître d'Ouvrage.

Avant réalisation, le titulaire devra contacter le dispositif d'accompagnement présenté en article 10.

1-7.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les conditions d'exécution de l'accord cadre comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- le titulaire devra privilégier les échanges dématérialisés pour la production de documents de travail remise au MOE ou au MOA. Les rapports finaux seront transmis en 2 exemplaires papier.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP n°2025-CCAP-C-exterieur-travaux du 13 janvier 2025) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- Le bordereau des prix ;
- Le cadre du Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ).

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en tenant compte notamment des données et sujétions d'exécution particulières suivantes :

- souplesse requise quant aux dates d'intervention, du fait des évolutions fréquentes de calendrier des travaux à contrôler, inhérentes à l'activité de TP (intempéries, pannes de matériels, traitements de non-conformités, etc.) ;
- adaptation aux plages horaires adéquates pour les interventions sur sites (chantier, centrales, aires de stockage, etc.) ;
- exécution des prestations de manière éventuellement contradictoire avec les laboratoires de contrôle externe des entreprises titulaires des marchés de travaux ou de leurs fournisseurs ;
- respect des modalités de coordination définies par les coordonnateurs SPS des opérations ;
- la participation aux réunions de CISSCT à la demande du coordonnateur sécurité, y compris la participation à l'inspection préalable organisée par le CSPS ;
- que les heures normales d'exécution des prestations du présent marché vont de 8 h à 19 h les jours ouvrés ;
- que les heures « de nuit » d'exécution des prestations du présent marché s'entendent de la plage de 21 h à 6 h les jours ouvrés, du lundi au vendredi ;
- que les heures « de week-end » d'exécution des prestations du présent marché s'entendent de la plage du vendredi à 21 h jusqu'au lundi à 6 h ;
- tous les frais liés à la sécurité des agents du titulaire et à celle des intervenants du chantier exposés aux risques exportés par le titulaire ;
- concertation et coordination avec le maître d'œuvre pour l'organisation des contrôles ;
- tous les frais de reprographie des documents mis à la disposition du titulaire.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un avenant.

En l'absence de la décision prévue à l'article 23.2 et par dérogation à l'article 23.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuellement par regroupement des bons de commande.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa

mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'oeuvre : 48962613500227
- Le code du service exécutant de la dépense : CGFB200087
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le document "nom du modèle de pièce jointe à la facture" annexée au CCAP, est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque facture pour en faciliter le traitement.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

– sur le site de l'INSEE.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations

La révision des prix se fera annuellement.

Pendant la première année d'exécution de l'accord-cadre, les prestations seront rémunérées selon les montants des prix indiqués au DQE ($I_a = I_0$).

Pendant la deuxième année d'exécution de l'accord cadre (de la date de 1^{er} anniversaire jusqu'au jour précédent le 3^e anniversaire), la valeur I_a de l'index ING sera celle du mois de septembre 2026.

Pendant la troisième année d'exécution de l'accord-cadre, la valeur I_a de l'index ING sera celle du mois de septembre 2027.

Pendant la quatrième année de l'exécution de l'accord-cadre, la valeur I_a de l'index ING sera celle du mois de septembre 2028.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est apprécié au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU L'ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDES ET DÉLAIS D'EXÉCUTION – PENALTIES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes.

Si le retard du titulaire a une incidence sur le calendrier des travaux de l'entreprise (via la levée d'un point d'arrêt) ou la mise en circulation, **le montant de pénalité est fixé, par jour de retard, à 50 % de la valeur des prestations.**

Si le retard du titulaire n'a pas d'incidence sur le calendrier des travaux de l'entreprise ou la mise en circulation, **le montant de pénalité est fixé, par jour de retard, à 20 % de la valeur des prestations.**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans procédure contradictoire.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour absence

Pour toute absence à une convocation du maître d'œuvre, le titulaire encourt une **pénalité de 500 €**. Cette pénalité n'est pas exclusive de celle du § 4-2 ci-dessus.

4-3.2 Pénalité pour retard dans la transmission de rapport

Pour tout retard de livraison par rapport aux délais contractuels définis pour chaque type des prestations définies dans le CCTP, le titulaire encourt une **pénalité de 100 € par jour de retard.**

4-3.3 Pénalité en cas de non-respect des obligations liées à la composition de l'équipe.

En cas d'indisponibilité des personnes physiques nommées dans l'acte d'engagement et de non-remplacement dans un délai de 15 jours, le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 1000 €**.

4-3.4 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt **une pénalité forfaitaire de 1 000 €**

4-3.5 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 1 000 €**

4-3.6. Pénalité pour non-respect des clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives à **l'information collective par année de contrat**. à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une **pénalité de 120 €**.

4-3.7. Non respect des clauses qualité – sécurité – environnement

Si le maître d'oeuvre ou son représentant constate que l'titulaire ou son représentant ne respecte pas une clause du PAQ, du PGCSPS et PPSPS le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14 du CCAG, une pénalité journalière fixée à 1 000 €. Cette pénalité sera ré-appliquée si le cas se reproduit ultérieurement.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRÉTION

L'obligation de confidentialité dans l'exécution des prestations du présent accord-cadre s'étend au-delà des dispositions des articles 5.1 et 5.2 du CCAG : toutes informations dont le titulaire viendra à avoir connaissance relatives aux entreprises sur lesquelles il exercera son contrôle sont confidentielles.

Le non-respect de cette obligation expose le titulaire à la résiliation du marché pour faute, sans mise en demeure préalable (par dérogation à l'article 41.2 du CCAG).

D'autre part, une mesure d'éviction sera prise par le RPA à l'encontre des personnes reconnues coupables du défaut de probité.

ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE

7-1. Période de préparation

Le titulaire doit établir et remettre au coordonnateur SPS, dans un délai d'une semaine à compter de la réception de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation afférent à l'opération, un PPSPS ; cette obligation est faite individuellement à chaque membre du groupement ou sous-traitant désigné au marché (nombre de notices égal au nombre de sociétés titulaires ou sous-traitantes).

7-2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

Par dérogation à l'article 29 du CCAG, l'admission des prestations est prononcée dans les conditions suivantes : l'admission tacite n'est pas admise.

8-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RPA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt, dwg.

8-1.1.1 dossier de recolement

- Lot 1 : topographie

Le dossier de recolement comprendra les fichiers AUTOCAD ou équivalent. Ce dossier est établi selon les prescriptions du marché.

Il comprend :

- Un exemplaire sur support informatique reproductible (AUTOCAD 2014, en coordonnées LAMBERT 93-CC47 et système altimétrique NGF-IGN69),
- Trois tirages de chaque plan,
- Un reproductible.

Pour les textes et notes de calcul :

- Trois tirages,
- Un exemplaire sur support informatique reproductible (format original et PDF).

- **Lot 2 « ouvrages d'arts » , lot 3 « terrassement, assainissement, chaussée » et lot 4 « équipement et signalisation horizontale »**

Le dossier de recolement comprendra l'ensemble des contrôles réalisés sur le chantier. Il fait une analyse statistique sommaire des résultats obtenus. Ils sont établis selon les prescriptions des CCTP.

Il comprend entre autres :

- La synthèse des résultats des contrôles (intérieurs : internes et externes) de l'entrepreneur en charge des travaux,
- La synthèse des résultats des contrôles (extérieurs) du Titulaire et ses commentaires,
- La synthèse de la conformité,
- Le récapitulatif de tous les procès-verbaux d'essais effectués, soit par l'entrepreneur génie civil (contrôle interne et externe), soit par le Titulaire (contrôle extérieur),

Il sera remis :

- Cinq (5) tirages papier,
- Un (1) support informatique (format PDF) sur CD ROM..

8-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3^e alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION

9-2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10

peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Dans le cas où l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 42 du CCAG est fixé à 5%.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

L'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire **d'information collective par année de contrat**.

L'article 20.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par l'acheteur ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous. Cette clause est applicable aux quatres lots.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès des personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Ces personnes sont connues de structures dédiées à l'accompagnement social et/ou professionnel telles que les SIAE, les ESAT, Pôle Emploi, Les Missions Locales, les SPIP, Cap Emploi, les GEIQ...

C'est en partenariat avec une ou plusieurs de ces structures que devra se mettre en place l'information collective.

La localisation de cette action sera obligatoirement sur le territoire couvert par le Maître d'Ouvrage.

10-1. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Pascale Bodin Fonction : facilitatrice clauses sociales Structure : Mission Locale Rurale Centre Sud Vienne	Tel : 06 83 49 27 57 Mail : pascale.bodin@mlrcsv.com
--	---

Un contrôle de l'exécution des actions d'information est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-2.2	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.2	déroge à l'article	23.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-2	déroge à l'article	14.1 du CCAG
CCAP 4-3.7	Déroge à l'article	14 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 6	Déroge à l'article	41.2 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	29 du CCAG
CCAP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG 3ème alinéa
CCAP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG

L'acte d'engagement (AE) apporte des dérogations aux dispositions du CCAG. Ces dérogations explicitées dans l'article désigné ci-après de l'AE sont apportées aux articles suivants du CCAG :

CCAP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG